

**RAPPORT D'ACTIVITÉ PORTANT SUR L'ANNEE 2025
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS
DE MAYOTTE**

Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation¹

Préambule, la commission de surendettement des particuliers de Mayotte est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 7 reprises au cours de l'année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission

Dépôts de dossiers et redépôts

56 dossiers de surendettement ont été déposés au secrétariat de la commission de surendettement de Mayotte durant l'année 2025 (61 dossiers en 2024, -8,2 %).

Le nombre de dossiers déposés stagne autour de 60 dossiers depuis 2023, après une tendance à la hausse ces dernières années (9 dossiers déposés en 2020, 24 en 2021, 37 en 2022, 56 en 2023). Le nombre de dossiers de la commission de Mayotte reste toutefois faible en comparaison de celui observé en France Métropolitaine ou dans les autres DOM.

Le taux de redépôt se situe à 21,3 %, contre 16,1 % en 2024.

Recevabilité et orientation

En 2025, 37 dossiers ont été déclarés recevables et orientés par la commission de Mayotte, dont :

- 30 dossiers orientés vers un réaménagement de dettes
- 7 dossiers orientés vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire
- Aucun dossier orienté vers un rétablissement personnel avec liquidation judiciaire

7 dossiers ont été déclarés irrecevables.

Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes (explication à donner sur la répartition des dossiers traités)

13 dossiers ont été clôturés en 2025, contre 10 en 2024.

3 plans conventionnel ont été conclus en 2025 (aucun en 2024).

En 2025, 27 dossiers ont été orientés vers les mesures imposées, dont :

- 7 mesures imposées sans effacement partiel réglant la situation de surendettement,
- 5 mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement,
- 10 mesures imposées suite à un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire,
- 5 mesures imposées d'attente sans effacement consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité.

Mesures pérennes (réglant la situation de surendettement) et mesures provisoires

Nous avons, en 2025, une proportion de solutions pérennes permettant de régler la situation de surendettement de 73,3 % contre 83,8% en 2024.

¹ « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

**RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT
AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES
ORGANISMES TIERS**

Relations avec les parties prenantes de la procédure	Nombre de réunions²	Objectif / Thème de la réunion
Tribunal ou greffe du tribunal		
Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)		
Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL)	1 9	Formation-Information sur la procédure de surendettement
Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale		
Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière		
Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs...	2	Réunion Mayotte-Habitat
Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...)		

Relations avec les Tribunaux :

Pas d'échanges avec le tribunal en 2025

Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) :

Pas de relations avec le CCAPEX en 2025.

Relations avec les organismes et les travailleurs sociaux :

Le secrétariat poursuit les sessions de formation-information auprès des travailleurs sociaux et des organismes pour mieux faire connaître la procédure et mieux accompagner les déposants. En 2025, une réunion a été organisée avec le CCAS de la commune de Mamoudzou rassemblant 9 agents.

² (organisées ou participation)

PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

Difficultés de transmission des documents aux personnes surendettées, quelle que soit la phase de la procédure. Les difficultés d'acheminement des courriers postaux sur l'île ne facilitent pas l'application de la procédure à ce niveau et rendent difficiles les relations et la communication entre les personnes surendettées et le secrétariat. Des mesures palliatives sont mises en place pour rendre plus fluides les transmissions et faciliter le travail du secrétariat. La communication est ainsi doublée via des appels téléphoniques, voire triplée via des envois par mail dans certaines situations d'urgence dans la limite de ce que permettent la législation et la procédure.

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

Difficultés de compréhension de la procédure, que le secrétariat réduit d'année en année en renforçant les partenariats avec les accompagnants sociaux.

Les débiteurs se présentent d'eux-mêmes auprès des créanciers pour l'exécution des plans.

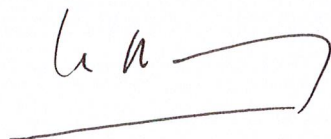
Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

Des difficultés récurrentes toutes les années et qui persistent :

- délai important de réponse des créanciers,
- délai important de traitement des dossiers transmis au juge,
- difficultés des créanciers à respecter la règle de cessation de tout recouvrement pour les impayés existant au jour de la recevabilité.

Date : 25 février 2026

Le président de la commission



Le secrétaire de la commission



ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ
DONNÉES D'ACTIVITE

INDICATEURS	2024	2025	variation 2025/2024 en %
Dossiers déposés	61	56	-8,2%
Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)	16,1%	21,3%	
Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)	10,0%	30,0%	
Dossiers décidés recevables par la commission	51	37	-27,5%
Proportion de dossiers recevables avec résidence principale	13,7%	18,9%	
Dossiers décidés irrecevables par la commission	3	7	133,3%
Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier	0,0%	71,4%	
Dossiers orientés par la commission	51	37	-27,5%
Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier	25,5%	29,7%	
Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ)	23,5%	18,9%	
Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ)	2,0%	0,0%	
Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes	74,5%	81,1%	
Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)	50	50	0,0%
Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A)	20,0%	26,0%	
Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)	6,0%	14,0%	
Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C)	20,0%	20,0%	
Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D)	2,0%	0,0%	
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)	0,0%	6,0%	
<i>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)</i>	0,0%	0,0%	
<i>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)</i>	0,0%	6,0%	
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)	52,0%	34,0%	
<i>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)</i>	40,0%	24,0%	
<i>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement</i>	12,0%	10,0%	
<i>Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)</i>	12,0%	10,0%	
Proportion de solutions pérennes (en % des mesures valant solution - hors irrecevables et clôtures sans solution)	83,8%	73,3%	
Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)	0	0	
Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)	0	0	

STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

INDICATEURS	MAYOTTE	DOM	METROPOLE
Proportion de dossiers décidés irrecevables*	14,0%	12,3%	7,7%
Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ*	20,0%	35,2%	34,1%
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs*	6,0%	6,6%	6,6%
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement*	34,0%	36,9%	44,1%
Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement**	73,3%	84,0%	83,8%

*en % de dossiers traités

**en % des mesures valant solution, hors irrecevables et clôtures sans solution

ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ TYPOLOGIE DE L'ENDETTEMENT

Mayotte

Type de dettes	Encours des dettes en milliers d'€	Nombre de dossiers traités (en unités)	Nombre de dettes (en unités)	Part dans l'endettement global	Part des dossiers concernés	Endettement médian en €	Nombre médian de dettes par dossier
Dettes financières	1 483	27	98	84,3%	90,0%	45 164	3,0
dont dettes immobilières	391	4	4	22,2%	13,3%	67 535	1,0
dont dettes à la consommation	1 027	26	72	58,3%	86,7%	31 057	2,0
dont autres dettes financières	66	19	22	3,7%	63,3%	1 848	1,0
Dettes de charges courantes	125	21	43	7,1%	70,0%	3 519	1,0
Autres dettes	152	11	35	8,7%	36,7%	6 007	2,0
Endettement global	1 760	30	176	100,0%	100,0%	34 866	5,0

Source : Banque de France.

Les départements d'outre-mer

	Encours des dettes	Nombre de dossiers traités	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des dossiers concernés	Endettement médian	Nb médian de dettes par dossier
Dettes financières	91 781	2 258	8 654	75,2	78,1	19 136	3,0
Dont dettes immobilières	28 114	234	339	23,0	8,1	93 741	1,0
Dont dettes à la consommation	58 329	1 956	6 662	47,8	67,7	19 354	3,0
Dont autres dettes financières	5 338	1 326	1 653	4	46	2 460	1
Dettes de charges courantes	17 536	2 238	6 317	14,4	77,4	4 533	2,0
Autres dettes	12 709	1 259	2 477	10,4	43,6	1 974	1,0
Endettement global	122 025	2 890	17 448	100,0	100,0	19 542	5,0

Source : Banque de France.

France métropolitaine

Type de dettes	Encours des dettes en milliers d'€	Nombre de dossiers traités (en unités)	Nombre de dettes (en unités)	Part dans l'endettement global	Part des dossiers concernés	Endettement médian en €	Nombre médian de dettes par dossier
Dettes financières	3 155 446	87 936	425 875	0,7	0,8	15 432	4,0
dont dettes immobilières	1 157 353	10 237	15 992	0,3	0,1	95 846	1,0
dont dettes à la consommation	1 918 261	79 915	349 499	0,4	0,7	14 434	3,0
dont autres dettes financières	79 832	48 789	60 384	0,0	0,4	795	1,0
Dettes de charges courantes	635 298	83 473	271 826	0,1	0,8	3 899	3,0
Autres dettes	677 874	58 824	131 111	0,2	0,5	1 990	2,0
Endettement global	4 468 618	109 694	828 812	1,0	1,0	18 807	7,0

Source : Banque de France.